des sciences ne peut que beaucoup apprécier celle qui sert aux autres de sel, qui les préserve de se corrompre, et de lumière qui les empêche de s'égarer.»¹⁾ L'éloge n'est pas médiocre sous la plume de Laurent. Il ne dissimule pas non plus sa satisfaction quand, en janvier 1845, il constate que les travaux de mise en état sont presque achevés et qu'une partie de l'ameublement s'y trouve déjà. « L'ensemble fait une bonne impression et plaît surtout par sa propreté et fraîcheur, ce qui certainement ne contribuera pas peu à la salubrité de la maison et à la santé des élèves. »

On dirait que la coopération des deux pouvoirs pourrait s'établir. Elle est remise en question par la désignation des premiers professeurs, à la veille de l'ouverture des cours envisagée pour Pâques 1845. La grande difficulté qui se présente est de faire un choix parmi les prêtres indigènes. L'organisation des études telle qu'elle est projetée exige sans doute des sujets versés dans les sciences théologiques. Ils sont si rares dans le Grand-Duché que Laurent en trouve à grand-peine deux à trois qui se soient appliqués à des études plus étendues. Les jeunes clercs envoyés à Louvain ne seront pas disponibles avant cinq ans. Il s'attache donc à trouver dans d'autres diocèses la moitié du personnel requis, soit en Allemagne soit en Belgique, et à prendre des arrangements avec les Ordinaires dont ils relèvent.

En élevant ces prétentions Laurent prend tout le monde au dépourvu : son clergé, le gouvernement, l'opinion publique (pour autant qu'elle existe) et jusqu'au roi qui lui a pourtant accordé le droit de libre nomination. Laurent n'ignore pas les sentiments qui animent les milieux cléricaux²⁾, mais son humeur autoritaire ne s'en formalise pas. On peut admettre d'ailleurs que le choix est difficile si on excepte quelques ecclésiastiques josphistes que Laurent récuse pour leurs opinions. Il a également appris que le conseil de gouvernement prend ses dispositions pour empêcher des étrangers à occuper un emploi ecclésiastique quelconque dans le Grand-Duché. Mais tenant fermement à sa liberté de choix et prévoyant des « prétentions ou malentendus qui voudraient restreindre cette liberté », il espère une fois de plus que le roi aplanira les nouvelles difficultés. Celles-ci ont leur origine dans l'article 41 de la constitution qui prononce « l'admissibilité des Luxembourgeois seuls et de ceux qui leur sont assimilés aux emplois publics. » Quand même cet article serait applicable au cas présent, il y aurait lieu d'établir une exception, d'abord « dans l'intérêt de la science qui ne connaît pas de limites géographiques », ensuite en guise de compensation, « puisque un grand nombre de Luxembourgeois dans tous les pays voisins occupent des emplois publics, surtout dans l'enseignement, excepté celui de la théologie. » Mais ce n'est là qu'une

¹⁾ Laurent à de la Fontaine, 5 mars 1844. Arch. de l'Evêché.

²⁾ « Mein Clerus wünscht, dass ich keine Ausländer herbeizöge. Unmöglich. Wo sollte ich bei ihm die nöthige Wissenschaft finden ? » A Mgr Van Bommel, 23 novembre 1842. Moeller II, 353.